Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 139

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Lunedì, 3 giugno 1957

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 aprile 1957, n. 356.

Approvazione ed esecuzione del Protocollo delle condizioni di accessione del Giappone all'Accordo generale sulle tariffe doganali e sul commercio (G.A.T.T.) del 30 ottobre 1947, concluso dalle Parti Contraenti del G.A.T.T. con il Giappone il 7 giugno 1955 in Ginevra, con annesse liste delle concessioni tariffarie.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato il Protocollo delle condizioni di accessione del Giappone all'Accordo generale sulle tariffe doganali e sul commercio (G. A. T. T.) del 30 ottobre 1947, concluso dalle Parti contraenti del G. A. T T. con il Giappone il 7 giugno 1955 in Ginevra, con annesse liste delle concessioni tariffarie.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo indicato nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MEDICI — ANDREOTTI — COLOMBO — CORTESE — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

ALLEGATO

Protocole des conditions d'accession du Japon à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Les Gouvernements qui sont parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (dénommés ci-après respectivement « les Parties contractantes actuelles » et « l'Accord général »), et le Gouvernement du Japon,

Considérant les résultats des négociations engagées en vue de l'accession du Japon à l'Accord général,

Sont convenus, par l'entremise de leurs représentants, des dispositions suivantes:

1. *a*) A compter du jour où le présent Protocole entrera en vigueur, le Japon appliquera à titre provisoire et sous réserve des dispositions du présent Protocole:

i) les Parties I et III de l'Accord général,

ii) et la Partie II de l'Accord général dans toute la mesure compatible avec sa législation en vigueur à la date du présent Protocole.

b) Les obligations inscrites au paragraphe premier de l'article premier de l'Accord général par référence à l'article III dudit Accord, et celles qui sont inscrites à l'alinéa *b*) du paragraphe 2 de l'article II par référence à l'article VI, seront considérées comme entrant dans le cadre de la Partie II de l'Accord général aux fins d'application du présent paragraphe.

c) Aux fins d'application de l'Accord général, la liste qui figure à l'annexe *B* sera considérée, dès son entrée en vigueur conformément au paragraphe 10 du présent Protocole, comme liste du Japon annexée à l'Accord général.

d) Tant que le statut d'une île visée à l'article 3 du Traité de paix avec le Japon, en date du 8 septembre 1951, restera provisoire, conformément aux dispositions du Traité, les dispositions de l'Accord général ne seront pas applicables à cette île et n'entraîneront pas de modification du traitement que le Japon lui accorde actuellement.

2. A compter du jour où le présent Protocole entrera en vigueur conformément au paragraphe 10 dudit Protocole, le Japon deviendra partie contractante au sens de l'article XXXII de l'Accord général.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 10, les concessions reprises dans la liste d'une Partie contractante actuelle et qui figurent à l'annexe *A* du présent Protocole n'entreront pas en vigueur dans le cas de ladite Partie contractante à moins que le Secrétaire exécutif des Parties contractantes à l'Accord général (ci-après dénommé « le Secrétaire exécutif ») n'ait préalablement reçu de cette Partie contractante notification de son intention d'appliquer ces concessions. Par la suite, ces concessions entreront en vigueur dans le cas de ladite Partie contractante, soit à la date à laquelle le présent Protocole entrera initialement en vigueur conformément au paragraphe 10, soit le trentième jour qui suivra celui où la notification aura été reçue par le Secrétaire exécutif; seule la plus tardive de ces deux dates sera prise en considération. Dès l'entrée en vigueur de ces concessions, la liste correspondante sera considérée comme liste de la Partie contractante en question annexée à l'Accord général.

4. Après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Japon ou toute Partie contractante actuelle qui aura

adressé au Secrétaire exécutif la notification visée au paragraphe 3 aura, à tout moment, la faculté de suspendre ou de retirer, en totalité ou en Partie, toute concession reprise dans la liste correspondante qui figure à l'annexe *A* ou à l'annexe *B* du présent Protocole, motif pris que cette concession aurait été négociée primitivement avec une Partie contractante actuelle qui n'aurait pas adressé la notification au Secrétaire exécutif.

Toutefois:

i) le Gouvernement qui suspendra ou retirera, en totalité ou en partie, une concession de cette nature, en informera toutes les Parties contractantes dans les trente jours qui suivront la date de cette suspension ou de ce retrait; il entrera en consultations, s'il y est invité, avec toute Partie contractante intéressée de façon substantielle au produit en cause;

ii) toute suspension ou tout retrait ainsi effectué cessera d'être appliqué à compter du trentième jour qui suivra celui où le Gouvernement avec lequel la concession aurait été primitivement négociée effectuera la notification visée au paragraphe 3.

5. *a*) Dans chaque cas où l'article II de l'Accord général mentionne la date dudit Accord, la date applicable en ce qui concerne les listes annexées au présent Protocole sera celle du présent Protocole.

b) Dans chaque cas où le paragraphe 6 de l'article V, l'alinéa *d*) du paragraphe 4 de l'article VII et l'alinéa *c*) du paragraphe 3 de l'article X de l'Accord général mentionnent la date dudit Accord, la date applicable en ce qui concerne le Japon sera le 24 mars 1948.

c) Dans les cas pour lesquels le paragraphe 11 de l'article XVIII de l'Accord général mentionne le 1er septembre 1947 et le 10 octobre 1947, les dates applicables en ce qui concerne le Japon seront respectivement le 1er mars 1955 et le 1er mai 1955.

d) Dans le cas de la date mentionnée au paragraphe premier de l'article XXVIII de l'Accord général, la date applicable en ce qui concerne les listes annexées au présent Protocole sera le 1er janvier 1958.

6. *a*) Les dispositions de l'Accord général qui devront être appliquées par le Japon seront celles qui figurent dans le texte annexé à l'Acte final de la deuxième session de la Commission préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et l'Emploi, telles que ces dispositions auront été rectifiées, amendées, complétées ou autrement modifiées par les instruments qui seront éventuellement entrés en vigueur le jour où le présent Protocole sera signé par le Japon.

b) La signature du présent Protocole par le Japon portera acceptation, des rectifications, amendements, adjonctions ou autres modifications de l'Accord général prévus dans tous instruments dressés par les Parties contractantes et ouverts à l'acceptation, mais qui ne seraient pas entrés en vigueur au moment où le présent Protocole sera signé par le Japon, ainsi que de la Déclaration du 10 mars 1955 relative au maintien en vigueur des listes annexées à l'Accord général; ladite acceptation prendra effet lorsque le Japon deviendra Partie contractante. Toutefois, la signature du présent Protocole ne portera pas acceptation des trois protocoles d'amendement à l'Accord général ni de l'Accord instituant l'Organisation de coopération commerciale qui ont été établis par les Parties contractantes lors de leur neuvième session.

7. Il sera loisible au Japon, après la signature du présent Protocole, de mettre fin à l'application provisoire de l'Accord général et cette dénonciation prendra effet à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de celui où le Secrétaire exécutif en aura reçu le préavis écrit.

8. *a*) Le Japon, après avoir signé le présent Protocole et s'il n'a pas adressé la notification de dénonciation visée au paragraphe 7 ci-dessus, pourra, à partir du jour où l'Accord général entrera en vigueur conformément à l'article XXVI dudit Accord, accéder audit Accord aux conditions applicables fixées dans le présent Protocole en déposant un instrument d'accession auprès du Secrétaire exécutif. Cette accession prendra effet le trentième jour qui suivra celui de dépôt de l'instrument d'accession.

b) L'accession à l'Accord général conformément à l'alinéa *a*) ci-dessus sera considérée, aux fins d'application du paragraphe 2 de l'article XXXII dudit Accord, comme une acceptation de l'Accord aux termes du paragraphe 3 de l'article XXVI de celui-ci.

9. *a*) Le présent Protocole sera déposé auprès du Secrétaire exécutif; il sera ouvert à la signature au siège des *Parties contractantes*, à Genève, du 7 juin 1955 au 31 décembre 1955.

b) Le Secrétaire exécutif transmettra promptement à chacune des Parties contractantes et au Japon copie certifiée conforme du présent Protocole; il leur notifiera promptement chaque signature qui y sera apposée, le dépôt d'un instrument d'accession conformément à l'alinéa *a*) du paragraphe 8 *et chaque notification ou* préavis adressés conformément au paragraphe 3 ou au paragraphe 7.

c) Le Secrétaire général des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

10. Le présent Protocole entrera en vigueur trente jours après:

a) que le Japon aura signé le présent Protocole;

b) et qu'une décision concernant l'accession du Japon à l'Accord général conformément au présent Protocole aura recueilli les deux tiers des voix des Gouvernements qui seront alors parties contractantes.

11. Le présent Protocole portera la date du 7 juin 1955.

Fait à Genève en un seul exemplaire, en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi, sauf dispositions contraires des listes ci-annexées.

For the Commonwealth of Australia	*Pour le Commonwealth d'Australie*
For the Republic of Austria	*Pour la République de Autriche*
For the Kingdom of Belgium	*Pour le Royaume de Belgique*
For the United States of Brazil	*Pour les Etats-Unis du Brésil*
For the Union of Burma	*Pour l'Union Birmane*
For Canada	*Pour le Canada*

L. D. WILGRESS

For Ceylon	*Pour Ceylan*
For the Republic of Chile	*Pour la République du Chili*
For the Republic of Cuba	*Pour la République de Cuba*
For the Czechoslovak Republic	*Pour la République Tchécoslovaque*
For the Kingdom of Denmark	*Pour le Royaume de Danemark*

H. E. KASTOFT

For the Dominican Republic	*Pour la République Dominicaine*
For the Republic of Finland	*Pour la République de Finlande*

H. v. KNORRING

For the French Republic	*Pour la République Française*
For the Federal Republic of Germany	*Pour la République Fédérale d'Allemagne*
For the Kingdom of Greece	*Pour le Royaume de Grèce*
For the Republic of Haiti	*Pour la République de Haïti*
For India	*Pour l'Inde*
For the Republic of Indonesia	*Pour la République de Indonésie*
For the Republic of Italy	*Pour la République de Italie*

NOTARANGELI
Ad referendum

For the Grand-Duchy of Luxemburg	*Pour le Grand-Duché de Luxembourg*
For the Kingdom of the Netherlands	*Pour le Royaume des Pays-Bas*
For New Zealand	*Pour la Nouvelle-Zélande*
For te Republic of Nicaragua	*Pour la République de Nicaragua*
For the Kingdom of Norway	*Pour le Royaume de Norvège*
For Pakistan	*Pour le Pakistan*
For Peru	*Pour le Pérou*

JORGE GUERINONI

For the Federation of Rhodesia and Nyasaland	*Pour la Fédération de la Rhodésie et du Nyassaland*
For the Kingdom of Sweden	*Pour le Royaume de Suède*

NILS MONTAN

For the Republic of Turkey	*Pour la République de Turquie*
For the Union of South Africa	*Pour l'Union Sud-Africaine*
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de Irlande du Nord*
For the United States of America	*Pour les Etats-Unis de Amérique*

SAMUEL C. WAUGH
8 June 1955

For the Republic of Uruguay	*Pour la République de Uruguay*

MARCOS BRONDI
Ad referendum

For Japan	*Pour le Japon*

TORU HAGUIWARA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Concessions tarifaires accordées par l'Italie au Japon

Position du tarif	DESIGNATION DES PRODUITS	Droit
123	Epaississants naturels, non dénommés ni compris ailleurs:	
	a) algues et dérivés:	
	2) agar-agar	15 %
125	Matières végétales, non dénommées ni comprises ailleurs, employées en vannerie ou en sparterie:	
	b) Roseaux, bambous et similaires:	
	1) bruts	exempt
363	b) 2) Menthol	15 %
367	a) 2-gamma) Camphre	15 %
697	Tissus de filés de papier, non dénommés ni compris ailleurs	20 %
1.000	Cadmium:	
	a) brut, en lingots, baguettes, cathodes, déchets d'ouvrage et débris de vieux ouvrages .	15 %
1.340	b) Outils et accessoires pour la pêche à la ligne:	
	1) cannes à pêche	15 %
	4) autres, y compris les esches artificielles et les petits filets à employer à la main	15 %

Extrait de la liste des concessions tarifaires accordées par le Japon à l'Italie

Position du tarif du Japon	DESIGNATION DES PRODUITS	Droit
ex 301	Légumes, algues marines (comestibles), fruits et noix:	
	2. Autres:	
	ex A. En boîtes de fer blanc, en bocaux ou en pots:	
	Tomates	25 %
ex 320	Jus de fruits et sirops:	
	ex 1. Jus de fruits, sucrés, ne contenant pas plus de 10 % en poids de sucre de canne, contenu naturellement et artificiellement	30 %
	ex 2. Jus de fruits, non sucrés, ne contenant pas plus de 10 % en poids de sucre de canne, contenu naturellement	25 %
ex 321	Sauces de tomates	20 %
ex 341	Aliments et boissons, n. d. a.:	
	ez 2. Pâte et purée de tomate, en contenants hermétiques .	20 %
	Note. — La pâte et la purée de tomate, en contenants hermétiques, employées en entrepôt à la préparation de poissons, crustacés et mollusques en boîtes de fer blanc destinées à l'exportation, et réexportées, sont exemptes du droit de douane conformément aux dispositions de la Loi des Douanes (Loi No 61 de 1954).	
ex 501	Huiles végétales volatiles:	
	1. Aromatiques, les mélanges de deux ou plusieurs huiles volatiles aromatiques étant considérés comme « parfums ou arômes composés »:	
	ex A. Huile de bergamote, huile de cèdre, huile de citronnelle, huile de citron et huile d'orange . .	franchise
504	Huile d'olive	franchise
ex 1.011	Chapeaux et casquettes (pour hommes ou dames) et cloches de chapeaux:	
	2. Autres:	
	A. En feutre	25 %
ex 1.213	Pierres et ouvrages en pierre, n. d. a.:	
	2. Autres:	
	ex B. Marbre en plaques polies ou ouvrages en marbre . .	15 %
ex 1.525	Fourchettes ou cuillers de table:	
	2. Autres	20 %
ex 1.627	Caisses enregistreuses, machines à calculer et instruments similaires, ainsi que leurs parties:	
	ex 1. Caisses enregistreuses actionnées à la main	15 %
	ex 2. Machines à calculer, autres que celles actionnées à la main, ainsi que leurs parties	15 %
ex 1.635	Instruments de musique:	
	Harmonicas à main	20 %

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 25 aprile 1957, n. 357.

Approvazione ed esecuzione dell'Annesso 1 all'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, concluso a Parigi il 14 febbraio 1956.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Annesso 1 dell'Accordo culturale tra l'Italia e la Francia del 4 novembre 1949, concluso a Parigi il 14 febbraio 1956.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Annesso di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — ROSSI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Annexe n. 1 à la Convention culturelle franco-italienne du 4 novembre 1949

Article 1er

Par extension des dispositions prévues à l'article 6 de la Convention culturelle franco-italienne du 4 novembre 1949 paragraphes 2, 3, 4 et en application du paragraphe 5 de cet article, le Gouvernement Italien admet l'équivalence entre la Maturità et le Baccalauréat français acquis par ses ressortissants au terme d'études accomplies au Lycée Chateaubriand de Rome, le Gouvernement Français admet l'équivalence entre le Baccalauréat et le Diplôme de Maturità acquis par ses ressortissants au terme d'études accomplies au Lycée Léonard de Vinci de Paris.

Article 2

Cette équivalence sera limitée aux élèves des deux Lycées qui ont suivi dans chacun des deux établissements le cycle complet des études prévu pour l'enseignement secondaire.

Par mesure transitoire, et, pendant cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent accord, cette scolarité obligatoire pourra être réduite aux trois dernières classes de l'enseignement secondaire qui précèdent l'examen final du Baccalauréat ou de la Maturità.

Article 3

Dans le cas où, au cours des études secondaires, des élèves s'inscriraient au Lycée Léonard de Vinci en provenance d'un lycée italien (Scuola Media, Ginnasio

ou Liceo), ou au Lycée Chateaubriand en provenance d'un Collège ou Lycée Français, il leur sera tenu compte pour le décompte du temps de la scolarité obbligatoire, des années accomplies dans les Etablissements précédemment fréquentés.

Les demandes formulées à ce propos devront être présentées au Service Culturel de l'Ambassade de France à Rome, pour le Lycée Chateaubriand, de l'Ambassade d'Italie à Paris, pour le Lycée Léonard de Vinci.

Article 4

Conformément aux règlements fixant l'âge de scolarité en vigueur dans l'enseignement secondaire italien, les élèves italiens du Lycée Chateaubriand ne pourront être admis en 6ème avant d'avoir atteint l'âge de 11 ans.

Article 5

L'admission aux diverses Facultés italiennes, pour les candidats italiens ayant obtenu le baccalauréat français au Lycée Chateaubriand, s'effectuera, jusqu'à nouvelle disposition, suivant les règlements fixés par le décret ministériel du 10 décembre 1952.

Article 6

Un enseignement portant sur la langue et la civilisation nationales, et comportant trois heures de cours hebdomadaires, sera organisé, pendant tout le cours de l'enseignement secondaire, pour les élèves nationaux dans chacun des deux lycées.

Le programme de cet enseignement sera soumis à l'approbation des Ministères respectifs de l'Education Nationale.

Il sera assuré au Lycée Chateaubriand par un professeur italien et au Licée Léonard de Vinci par un professeur français.

Les professeurs ainsi prévus seront choisis parmi des professeurs titulaires de l'enseignement secondaire.

Ils seront proposés par le Gouvernement de leur pays et nommés par le Gouvernement du pays auquel appartient le lycée.

Ils seront considérés comme fonctionnaires du lycée où ils prêtent leurs fonctions et rémunérés par cet établissement avec un traitement équivalent à celui d'un professeur certifié du Lycée Chateaubriand.

Ils devront être âgés de 30 ans au moins et de 50 ans au plus au moment de leur désignation.

Leurs fonctions sont prévues pour une période de trois ans renouvelable pendant deux périodes également de trois ans.

Mais, sur demande des autorités dont dépend le Lycée, ils pourront être remis à tout moment à la disposition de leur Gouvernement.

Toutes les affaires concernant la désignation, la rémunération, le service de ces professeurs, devront être instruites par le Service Culturel de l'Ambassade dont dépend chacun des deux lycées.

Article 7

L'enseignement de langue et civilisation nationales prévu à l'article précédent sera sanctionné, à l'examen de la 1ère partie du Baccalauréat, et à l'examen pour le diplôme de Maturità, par une composition à l'écrit et une interrogation à l'oral, portant sur le programme des deux dernières années d'études.

Ces épreuves, qui s'ajouteront à celles qui sont règlementairement établies pour chaque type du Baccalauréat et de la Maturità, seront affectées d'un coefficient égal à celui qui a été fixé pour la langue et la littérature française à l'examen de la 1ère partie du Baccalauréat, et pour la langue et la littérature italienne à l'examen pour le diplôme de Maturità.

Article 8

Les candidats soumis aux épreuves de langue et littérature nationales ainsi déterminées, ne pourront choisir cette même langue comme langue vivante pour les autres épreuves de l'examen.

Article 9

Les épreuves de langue et civilisation nationales, à l'examen de la 1ère partie du Baccalauréat et à l'examen pour le diplôme de Maturità, seront jugées par un examinateur italien pour le Lycée Chateaubriand, et par un examinateur français pour le Lycée Léonard de Vinci.

Cet examinateur, qui sera adjoint au jury de l'examen, sera proposé à Rome par les autorités italiennes, à Paris par les autorités françaises et agréé par les autorités de l'autre partie contractante.

Article 10

La présente Convention, strictement réservée aux élèves du Lycée Chateaubriand et du Lycée Léonard de Vinci, ne pourra en aucun cas être invoquée comme précédent pour des accords analogues.

Fait à Paris, le 14 février 1956

QUARONI PINEAU
PAOLO ROSSI BILLERES

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 25 aprile 1957, n. 358.

Ratifica ed esecuzione del Protocollo di rettifica alla Convenzione firmata a Bruxelles il 15 dicembre 1950 sulla Nomenclatura per la classificazione delle merci nelle tariffe doganali, firmato a Bruxelles il 1° luglio 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo di rettifica alla Convenzione firmata a Bruxelles il 15 dicembre 1950 sulla Nomenclatura per la classificazione delle merci nelle tariffe doganali, firmato a Bruxelles il 1° luglio 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo indicato nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'art. 4 del Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — ANDREOTTI — MATTARELLA

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Protocole de rectification à la Convention, signée à Bruxelles, le 15 décembre 1950, sur la Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers.

Les Gouvernements signataires de la Convention sur la Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, signée à Bruxelles, le 15 décembre 1950, ainsi que le Gouvernement de la République de Turquie qui a adhéré à la dite Convention;

Considérant qu'il convient d'apporter des modifications à l'Annexe à la dite Convention et de supprimer des divergences existant entre les textes anglais et français;

Considérant que ladite Convention n'est pas encore entrée en vigueur;

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1

L'annexe prévue à l'article VI de la Convention sur la Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, signée à Bruxelles le 15 décembre 1950 (dénommée ci-après « La Convention ») est remplacée par l'Annexe ci-jointe.

Article 2

Le présent Protocole sera ouvert jusqu'au 31 décembre 1955 à la signature de tout Gouvernement qui aura signé la Convention, et à la signature du Gouvernement de la République de Turquie.

Article 3

A) Le présent Protocole sera ratifié.

B) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi qu'au Secrétaire Général du Conseil de Coopération Douanière. Toutefois, aucun Gouvernement ne pourra déposer l'instrument de ratification du présent Protocole sans avoir, au préalable ou au plus tard conjointement, déposé l'instrument de ratification ou d'adhésion à la Convention.

Article 4

A) La Convention entrera en vigueur en même temps que le présent Protocole.

B) Trois mois après la date du dépôt par sept Gouvernements signataires de la Convention et du présent Protocole, auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique, de l'instrument de ratification relatif au présent Protocole, la Convention et le présent Protocole entreront en vigueur à l'égard de ces Gouvernements. Le dépôt de l'instrument de ratification du présent Protocole par le Gouvernement de la République de Turquie sera, le cas échéant, compté parmi les sept instruments de ratification prévus à l'alinéa précédent.

C) Pour tout Gouvernement signataire du présent Protocole déposant son instrument de ratification après cette date, la Convention et le présent Protocole entreront en vigueur trois mois après la date du dépôt de cet instrument de ratification auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique.

Article 5

A) Le Gouvernement de tout Etat non signataire du présent Protocole qui aura ratifié la Convention ou y aura adhéré, pourra adhérer au présent Protocole à partir du 1er janvier 1956.

B) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères de Belgique qui notifiera ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents, ainsi qu'au Secrétaire Général.

C) La Convention et le présent Protocole entreront en vigueur à l'égard de tout Gouvernement adhérent trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion du présent Protocole, mais pas avant la date de l'entrée en vigueur telle qu'elle est fixée à l'article 4 (*B*) du présent Protocole.

Article 6

Sont abrogés les articles XII et XIII (*c*) de la Convention.

Article 7

Le présent Protocole et son Annexe font partie intégrante de la Convention.

Notamment les dispositions des articles XIV et XV de la Convention s'appliquent au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 1er juillet 1955, en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, en un seul original qui sera déposé dans les archives du Gouvernement belge qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Pour l'Allemagne:
DR. FRANZ SCHILLINGER
29-11-1955

Pour la Belgique:
P.-H. SPAAK
1-7-1955

Pour le Danemark:
L. TILLITSE
18-11-1955

Pour la France:
BERNARD DUFOURNIER
24-12-1955

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
GEORGE P. LABOUCHERE
25-11-1955

Pour la Grèce:
G. CHRISTODOULOU
17-9-1955

Pour l'Islande:
G. GOEDERTIER
21-12-1955
Pour l'Italie:
MICHELE SCAMMACCA Baron del MURGO e di AGNONE
3-11-1955
Pour le Luxembourg:
L. SCHAUS
17-10-1955
Pour la Norvège:
OTTO KILDAL
23-12-1955
Pour les Pays-Bas:
Royaume en Europe
Baron van HARINXMA thoe SLOOTEN
30-12-1955
Pour le Portugal:
EDUARDO VIEIRA LEITAO
28-11-1955
Pour la Suède:
G. de REUTERSKIOLD
9-12-1955
Pour la Turquie:
B. T. SAMAN
12-11-1955

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Protocole de rectification à la Convention signée à Bruxelles, le 15 décembre 1950, sur la Nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, signé à Bruxelles, le 1er juillet 1955.

PROCES-VERBAL DE SIGNATURE

Ce protocole de rectification a été ouvert à la signature à Bruxelles du 1er juillet au 31 décembre 1955.

Il a été signé successivement,

le 1er juillet 1955, pour la *Belgique,* par Monsieur P.-H. SPAAK, Ministre des Affaires étrangères;

le 17 septembre 1955, pour la *Grèce,* par Monsieur Georges CHRISTODOULOU, Chargé d'Affaires de Grèce;

le 17 octobre 1955, pour le *Luxembourg,* par S. E. Monsieur Lambert SCHAUS, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Luxembourg;

le 3 novembre 1955, pour l'*Italie,* par S. E. le Barone Michele SCAMMACCA del MURGO e di AGNONE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Italie;

le 12 novembre 1955, pour la *Turquie,* par S. E. Monsieur Bedri Tahir SAMAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Turquie;

le 18 novembre 1955, pour le *Danemark,* par S. E. Monsieur Lars TILLITSE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Danemark;

le 25 novembre 1955, pour le *Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,* par S. E. Sir George Peter LABOUCHERE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

le 28 novembre 1955, pour le *Portugal,* par S. E. Monsieur Eduardo VIEIRA LEITAO, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Portugal;

le 29 novembre 1955, pour la *République Fédérale d'Allemagne,* par S. E. le Dr. Franz SCHILLINGER, Directeur au Ministère des Finances de la République Fédérale d'Allemagne;

le 9 décembre 1955, pour la *Suède,* par S. E. Monsieur Gunnar de REUTERSKIOLD, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Suède;

le 21 décembre 1955, pour l'*Islande,* par Monsieur Gustave GOEDERTIER, Consul Général d'Islande;

le 23 décembre 1955, pour la *Norvège,* par S. E. Monsieur Otto Jacob Lange KILDAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège;

le 24 décembre 1955, pour la *France,* par Monsieur Bernard DUFOURNIER, Chargé d'Affaires de France;

le 30 décembre 1955, pour les *Pays-Bas,* par S. E. le Baron B. Ph. van HARINXMA thoe SLOOTEN, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Pays-Bas.

En foi de quoi le présent Procès-Verbal de signature a été clôturé le 30 dicembre 1955.

Pour le Ministre des Affaires étrangères
Le Chef du Service des Traités:
(*s*) F COLLON
Ministre plénipotentiaire

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 25 aprile 1957, n. 359.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo fra l'Italia ed Israele per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea e marittima, concluso in Tel Aviv il 10 giugno 1955, mediante scambio di Note.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo fra l'Italia ed Israele per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea e marittima concluso in Tel Aviv il 10 giugno 1955, mediante scambio di Note.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MEDICI — ANDREOTTI — TAVIANI — MATTARELLA — CASSIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Accordo fra l'Italia e Israele per evitare la doppia imposizione sui redditi derivanti dall'esercizio della navigazione aerea e marittima.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Jerusalem, Israel

L/6285/19

Jérusalem, le 10 juin 1955

Monsieur le Ministre,

En vue de faciliter les activités des entreprises de navigation maritime et aérienne de nos deux Pays, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement d'Israel propose au Gouvernement de la République Italienne de stipuler un Accord en matière fiscale, dont la teneur suit:

« Les Gouvernements de la République Italienne et de l'Etat d'Israel, désireux de conclure un accord en vue d'éviter la double imposition des revenus de la navigation maritime et aérienne dans les deux Pays, sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'expression « exercice de navigation maritime et aérienne » signifie l'activité de transport de personnes, animaux, marchandises et courrier postal, exercée par les propriétaires, les armateurs et les affréteurs de navires et d'aéronefs.

Par « entreprises italiennes » on entend le Gouvernement italien, les personnes physiques qui résident habituellement en Italie et n'ont pas leur résidence abituelle en Israel, et les sociétés de capitaux et de personnes constituées en conformité avec les lois italiennes et dont le siège social ainsi que la direction effective sont en territoire italien.

Par « entreprises israéliennes » on entend le Gouvernement israélien, les personnes physiques qui résident habituellement en Israel et n'ont pas leur résidence habituelle en Italie, et les sociétés de capitaux et de personnes constituées en conformité avec les lois israéliennes et dont le siège social ainsi que la direction effective sont en territoire israélien.

Article 2

Le Gouvernement italien exemptera tous les revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne entre l'Italie, l'Israel et les autres Pays, effectué sous pavillon national par des entreprises israéliennes exerçant la dite activité, de l'impôt sur les revenus et de toute autre imposition ayant pour assiette les revenus imposables en Italie.

Le Gouvernement israélien exemptera tous les revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne entre l'Israel, l'Italie et les autres Pays effectué sous pavillon national par des entreprises italiennes qui exercent l'activité dont il s'agit, de l'impôt sur les revenus et de toute autre imposition ayant pour assiette les revenus imposables en Israel.

Article 3

Cet accord entrera en vigueur à la date de la notification réciproque par les deux Gouvernements de l'accomplissement des formalités constitutionnelles respectivement nécessaires pour que le présent Accord soit exécutoire dans les deux Pays.

Il aura effet rétroactif pour tous les revenus de la navigation maritime et aérienne en question à partir du 1er janvier 1949.

Article 4

Cet Accord demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé mais chacun des deux Gouvernements pourra le dénoncer par un préavis écrit de six mois ».

Dans le cas où le Gouvernement d'Italie accepterait les propositions contenues dans cette lettre, je suggèrerais que celle-ci et votre confirmation soient considérées comme constituant un accord entre nos deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

W EYTAN
Directeur Général

Son Excellence
M. Benedetto CAPOMAZZA Marquis di Campolattaro
Ministre d'Italie en ISRAEL

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGAZIONE D'ITALIA

Tel Aviv, le 10 juin 1955

Monsieur le Directeur Général,

Par lettre en date de ce jour Vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement israélien en vue de faciliter l'activité des entreprises de navigation maritime et aérienne de nos deux Pays, propose que le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement d'Israel stipulent un Accord en matière fiscale, dont la teneur suit:

« Les Gouvernements de la République Italienne et de l'Etat d'Israel, désireux de conclure un accord en vue d'éviter la double imposition des revenus de la navigation maritime et aérienne dans les deux Pays, sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'expression « exercice de navigation maritime et aérienne » signifie l'activité de transport de personnes, animaux, marchandises et courrier postal, exercée par les propriétaires, les armateurs et les affréteurs de navires et d'aéronefs.

Par « entreprises italiennes » on entend le Gouvernement italien, les personnes physiques qui résident habituellement en Italie et n'ont pas leur résidence abituelle en Israel, et les sociétés de capitaux et de personnes constituées en conformité avec les lois italiennes et dont le siège social ainsi que la direction effective sont en territoire italien.

Par « entreprises israéliennes » on entend le Gouvernement israélien, les personnes physiques qui résident habituellement en Israel et n'ont pas leur résidence habituelle en Italie, et les sociétés de capitaux et de personnes constituées en conformité avec les lois israéliennes et dont le siège social ainsi que la direction effective sont en territoire israélien.

Article 2

Le Gouvernement italien exemptera tous les revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne entre l'Italie, l'Israel et les autres Pays,

effectué sous pavillon national par des entreprises israéliennes exerçant la dite activité, de l'impôt sur les revenus et de toute autre imposition ayant pour assiette les revenus imposables en Italie.

Le Gouvernement israélien exemptera tous les revenus provenant de l'exercice de la navigation maritime et aérienne entre l'Israel, l'Italie et les autres Pays effectué sous pavillon national par des entreprises italiennes qui exercent l'activité dont il s'agit, de l'impôt sur les revenus et de toute autre imposition ayant pour assiette les revenus imposables en Israel.

Article 3

Cet accord entrera en vigueur à la date de la notification réciproque par les deux Gouvernements de l'accomplissement des formalités constitutionnelles respectivement nécessaires pour que le présent Accord soit exécutoire dans les deux Pays.

Il aura effet rétroactif pour tous les revenus de la navigation maritime et aérienne en question à partir du 1er janvier 1949.

Article 4

Cet Accord demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé mais chacun des deux Gouvernements pourra le dénoncer par un préavis écrit de six mois ».

J'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement italien est d'accord sur ce qui précède.

Par conséquent votre lettre, ainsi que la présente réponse, représentent un Accord entre nos Gouvernements.

Veuillez, agréer, Monsieur le Directeur Général l'assurance de ma plus haute considération.

CAPOMAZZA DI CAMPOLATTARO

Monsieur Walter EYTAN
Directeur Général du Ministère des Affaires Etrangères - HAKIRYA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO-LEGGE 28 maggio 1957, n. 360.

Norme sugli scrutini e gli esami nelle scuole secondarie e artistiche per l'anno scolastico 1956-57.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 77, comma secondo, della Costituzione;
Ritenuta la straordinaria necessità ed urgenza di emanare norme con forza di legge per disciplinare gli esami delle sessioni del corrente anno nelle scuole secondarie e artistiche di ogni ordine e grado;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Articolo unico.

Le norme sugli scrutini e gli esami nelle scuole secondarie e artistiche contenute nel decreto-legge 24 giugno 1952, n. 649, convertito in legge con legge 25 luglio 1952, n. 1059, e le modificazioni ad esse apportate dal decreto legge 21 giugno 1953, n. 451, convertito in legge con legge 21 agosto 1953, n. 588, sono richiamate in vigore per le sessioni dell'anno scolastico 1956-57.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nello stesso giorno sarà presentato alle Camere per la conversione in legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 28 maggio 1957

GRONCHI

ZOLI — MORO — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1957
Atti del Governo, registro n. 106, *foglio n.* 19. — CARLOMAGNO

DECRETO MINISTERIALE 10 dicembre 1956.

Autorizzazione alla Società per azioni « Compagnia di Assicurazione di Milano », con sede in Milano, ad esercitare le assicurazioni nel ramo cristalli.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;
Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;
Vista la domanda con la quale la Società per azioni « Compagnia di Assicurazione di Milano », con sede in Milano, già autorizzata ad esercitare le assicurazioni sulla vita e nei rami aeronautica, automobili, furti, grandine, incendi, infortuni, responsabilità civile e trasporti, ha chiesto di poter estendere l'esercizio assicurativo ad altri rami di assicurazione contro i danni;
Sentito il parere della Commissione consultiva per le assicurazioni private;

Decreta:

La Società per azioni « Compagnia di Assicurazione di Milano », con sede in Milano, è autorizzata ad esercitare le assicurazioni nel ramo cristalli.

Roma, addì 10 dicembre 1956

p. *Il Ministro*: MICHELI

(3397)

DECRETO MINISTERIALE 11 marzo 1957.

Autorizzazione alla Società per azioni « Compagnia di Assicurazione di Milano », con sede in Milano, ad esercitare le assicurazioni nel ramo guasti alle macchine e rischi di montaggio.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;
Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda con la quale la Società per azioni « Compagnia di Assicurazione di Milano », con sede in Milano, già autorizzata ad esercitare le assicurazioni sulla vita e nei rami aeronautica, automobili, furti, grandine, incendi, infortuni, responsabilità civile autoveicoli, responsabilità civile verso i terzi, trasporti e cristalli, ha chiesto di poter estendere l'esercizio assicurativo al ramo guasti alle macchine e rischi di montaggio;

Sentito il parere della Commissione consultiva per le assicurazioni private;

Decreta:

La Società per azioni « Compagnia di Assicurazione di Milano », con sede in Milano, è autorizzata ad esercitare le assicurazioni nel ramo guasti alle macchine e rischi di montaggio.

Roma, addì 11 marzo 1957

Il Ministro: CORTESE

(3398)

DECRETO MINISTERIALE 14 maggio 1957.
Modificazione delle piante organiche degli aiutanti ufficiali giudiziari.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Ritenuto che, per provvedere all'esecuzione dei protesti nelle scadenze consuetudinarie degli effetti cambiari, si rende necessario aumentare temporaneamente, finchè dura lo stato di necessità e comunque non oltre il 30 settembre prossimo, di ventitrè unità il numero degli aiutanti ufficiali giudiziari addetti all'ufficio unico della Corte d'appello di Roma;

Che, conseguentemente, vanno diminuiti di un egual numero di aiutanti gli organici delle sedi giudiziarie qui di seguito indicate;

Visto l'art. 148 della legge 18 ottobre 1951, n. 1128;

Decreta:

Sono soppressi i posti di aiutante ufficiale giudiziario nelle seguenti sedi giudiziarie, temporaneamente finchè dura lo stato di necessità e, comunque, non oltre il 30 settembre 1957:

Molfetta: distretto di Bari;
Castelnuovo nei Monti: distretto di Bologna;
Vignola: distretto di Bologna;
Parma: distretto di Bologna;
Cremona: distretto di Brescia;
Breno: distretto di Brescia;
Brescia: distretto di Brescia;
Gonzaga: distretto di Brescia;
Sarzana: distretto di Genova;
Imperia: distretto di Genova;
Albenga: distretto di Genova;
Mortara: distretto di Milano;
Menaggio: distretto di Milano;
Gavirate: distretto di Milano;
Sondrio: distretto di Milano;
Lodi: distretto di Milano;
Lecco: distretto di Milano;
L'Aquila: distretto di L'Aquila;
Tagliacozzo: distretto di L'Aquila;
Velletri: distretto di Roma;
Saluzzo: distretto di Torino;
Palermo: distretto di Palermo;
Tolmezzo: distretto di Venezia.

L'organico degli aiutanti ufficiali giudiziari dell'ufficio unico presso la Corte d'appello di Roma è aumentato di ventitre unità, temporaneamente finchè dura lo stato di necessità e, comunque, non oltre il 30 settembre 1957.

Roma, addì 14 maggio 1957

Il Ministro: MORO

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 *maggio* 1957
Registro n. 31 *Grazia e giustizia, foglio n.* 91

(3431)

DECRETO MINISTERIALE 27 maggio 1957.
Segni caratteristici dei buoni del Tesoro novennali 5 % - 1966, al portatore.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 18 della legge 19 luglio 1956, n. 750;

Visto il decreto Ministeriale 28 gennaio 1957, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 30, del 2 febbraio 1957, concernente l'emissione dei buoni del Tesoro novennali 5 % a premi, di scadenza 1° aprile 1966;

Ritenuta la necessità di determinare i modelli, le leggende ed i segni caratteristici dei titoli al portatore dei buoni del Tesoro novennali anzidetti;

Decreta:

Art. 1.

I titoli al portatore dei buoni del Tesoro novennali 5 % a premi, di scadenza 1° aprile 1966, emessi in forza dei provvedimenti indicati nelle premesse, sono distinti in otto tagli, per il rispettivo capitale nominale di lire cinquemila, diecimila, ventimila, cinquantamila, centomila, cinquecentomila, un milione e dieci milioni.

Ciascun titolo si compone di una matrice, del corpo e di un foglio di diciotto cedole.

La matrice è collocata a sinistra del corpo del titolo ed il buono viene da essa staccato, all'atto dell'emissione, lungo una lista di separazione, a fondino ondulato, sul quale è stampata una leggenda, in carattere corsivo maiuscolo: « Repubblica Italiana ».

Le diciotto cedole sono collocate a destra del corpo del titolo, su tre colonne di sei cedole ciascuna, numerate dal basso verso l'alto e dall'esterno verso l'interno. La prima cedola non porta il numero cedolare e non è completa di leggende in quanto la corrispondente semestralità di interessi, di scadenza 1° ottobre 1957, è stata pagata anticipatamente, all'atto della sottoscrizione.

Art. 2.

I buoni sono stampati su carta filigranata bianca.

La filigrana è costituita da una caravella, in scuro, posta in basso al centro del buono, da un'ancora con maglie, in scuro, posta a sinistra di ogni cedola, e da diciotto dischetti, uno al centro di ogni cedola, con il relativo numero d'ordine, in chiaro.

Art. 3.

Il prospetto del corpo del titolo è limitato da una cornice rettangolare, costituita da una composizione a motivi ornamentali che si ripetono, ed in essa sono racchiuse: a sinistra, in uno spazio rettangolare con fondino a disegni marini, la figura della statua di Nettuno del Giambologna su piedistallo; in basso, una composizione a foglie con due ancore, interrotta da uno spazio ovale aperto verso l'alto, con motivo a tratteggio finissimo ondulato, nel quale è visibile, in trasparenza, la filigrana.

Il rimanente spazio del corpo del buono, a fondino con tratteggio a motivi simmetrici ripetuti, è limitato, a sinistra, in alto e a destra, da una cornicetta a motivi di greca in bianco.

A sinistra, verso il basso del corpo del titolo, è uno spazio circolare con fondino a tinta leggerissima, riservato al bollo a secco dello Stato con la leggenda circlare: « Debito Pubblico della Repubblica Italiana », in una cornicetta a perline.

Sul fondino del corpo del titolo, dall'alto verso il basso, sono stampate le seguenti leggende: « Repubblica Italiana - Direzione Generale del Debito Pubblico Buoni del Tesoro novennali 5 % a premi di scadenza 1° aprile 1966 Legge 19 luglio 1956, n. 750 e Decr. Minist. 28 gennaio 1957 Titolo appartenente alla Serie (numero della serie), del capitale nominale di lire (importo in lettere) - rappresentante (quantità dei titoli) buoni unitari di lire cinquemila ciascuno (seguono il numero o i numeri di iscrizione del titolo) fruttante l'interesse annuo di lire (importo in lettere) iscritto nel Gran Libro del debito pubblico con godimento dal 1° aprile 1957 Roma 1° aprile 1957 ». Seguono la firma del direttore generale (C. Scipione), il visto per la Corte dei conti (G. Consoli) e la firma del direttore di divisione (A. Gennaro). In basso, a destra, è indicato il numero 352.000 (serie IV) di posizione.

Al centro del fondino campeggia un sottofondino formato dall'anno di scadenza « 1966 », in grandi cifre.

Art. 4.

Il rovescio del corpo del buono, su fondino a mezza tinta, lungo i margini del quale corre un motivo ornamentale ripetuto, in tinta chiara, presenta, in un rettangolo, un particolare della fontana di Trevi in Roma, ricavato con tratteggio finissimo trasversale.

In alto del rovescio del corpo del titolo sono stampate le principali norme che regolano i buoni del Tesoro novennali 5 % 1966; al centro, la leggenda: « Annotazioni relative al pagamento dei premi », seguita da apposito spazio; in basso, l'indicazione, in cifre, del capitale nominale del buono.

Art. 5.

Il prospetto di ogni cedola è limitato da una cornicetta a motivi di greca tratteggiata, rientrante agli angoli superiori e interrotta, verso destra, da uno spazio, circolare, a fondino ondulato, riservato al bollino a secco con l'emblema dello Stato e la leggenda circolare: « Debito Pubblico della Repubblica Italiana ».

A sinistra e a destra, in alto, vi sono due spazi quadrangolari, a tratteggio finissimo ondulato, limitati, verso l'esterno, da cornicetta lineare; in quello a sinistra è visibile, in trasparenza, la filigrana; in quello a destra è stampata la leggenda « Pagabile il ... (data di scadenza della cedola) lire (valore della cedola, in cifre) ». Negli angoli superiori, in quadratino bianco, limitato da cornicetta lineare, è stampato il numero progressivo della cedola.

In ciascuna cedola, su fondino identico a quello del corpo del titolo, sono impresse, dall'alto in basso, le seguenti leggende: « Repubblica Italiana Direzione Generale del Debito Pubblico Buoni del Tesoro novennali 5 % 1966 legge 19 luglio 1956, n. 750 e Decr. Minist. 28 gennaio 1957 ». Seguono le indicazioni della scadenza dell'importo della cedola (in lettere e, fra parantesi, in cifre), della serie e del numero, o dei numeri, di iscrizione del buono.

Come sottofondino, al centro della cedola, campeggia la cifra « 1966 ».

Sulla prima cedola è stampata, diagonalmente, la dicitura « Annullato ».

Art. 6.

Il rovescio di ciascuna cedola reca al centro una composizione a forma di losanga con motivi ornamentali, ricavati con tratteggio finissimo trasversale, che racchiude, al centro, in uno spazio circolare bianco, il numero d'ordine della cedola.

Sotto la losanga è stampata la leggenda « 5 % - B.T.N. 1966 5 % ».

Sulla prima cedola è soltanto la dicitura « Annullato ».

Art. 7.

La stampa del prospetto e del rovescio dei buoni è eseguita in colore diverso per ciascun taglio, e precisamente:

per i titoli da L. 5.000 in blu;
» » » » 10.000 in rosso bruno;
» » » » 20.000 in arancione;
» » » » 50.000 in verde smeraldo;
» » » » 100.000 in bruno;
» » » » 500.000 in grigio lavagna;
» » » » 1.000.000 in viola malva;
» » » » 10.000.000 in verde pisello.

La carta filigranata del taglio da dieci milioni è colorata litograficamente in giallino.

Le leggende del prospetto del titolo e delle cedole sono stampate in calcografia; la numerazione, la serie, le firme, del prospetto del buono, nonchè la serie e la numerazione delle cedole sono impresse in nero tipograficamente.

Le leggende del rovescio del titolo e delle cedole sono stampate litograficamente in nero.

La cifra « 1966 », che campeggia al centro del titolo e di ciascuna cedola, è stampata litograficamente in colore rosso mattone.

Art. 8.

I modelli dei buoni al portatore considerati negli articoli che precedono, muniti del visto di approvazione, sono allegati al presente decreto e ne formano parte integrante.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione, e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 maggio 1957

Il Ministro: MEDICI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 maggio 1957
Registro n. 11 Tesoro, foglio n. 400. — PETROCELLI

(3475)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

COMITATO INTERMINISTERIALE DEI PREZZI

Provvedimento n. 653 del 1° giugno 1957. Prezzi dei carboni.

Il Comitato interministeriale dei prezzi, con provvedimento n. 653 del 1° giugno 1957, ha adottato la seguente decisione.

I. — PREZZI DEI CARBONI FOSSILI ESTERI

A parziale modifica delle disposizioni contenute nel provvedimento n. 645 del 24 aprile 1957, con decorrenza immediata, i prezzi del carbone non sdoganato, per tonnellata metrica resa cif porti Alto Tirreno o franco frontiera, vengono modificati come appresso.

I prezzi si riferiscono alle pezzature di origine dei carboni di qualità primaria o comunque con non più del 5 % di umidità e del 10 % di ceneri sul secco fatta esclusione per i minuti non lavati e per le voci per le quali è fatta menzione delle qualità secondarie.

I prezzi cif sottoindicati sono determinati per i porti dell'Alto Tirreno. Per i porti del Basso Tirreno i prezzi cif vanno maggiorati di L. 100 a tonnellata per i porti di Civitavecchia e Napoli e di L. 460 a tonnellata per i porti rimanenti compresi quelli della Sicilia e della Sardegna. Per gli altri porti gli stessi prezzi vanno maggiorati di L. 1000 per il carbone proveniente dall'America e di L. 600 per le altre provenienze, esclusa la Polonia per la quale la maggiorazione è di L. 400 alla tonnellata.

Per il carbone americano sbarcato a Savona Funivie il prezzo cif è ridotto di L. 100 a tonnellata. Per il carbone sbarcato in più porti è consentita una ulteriore maggiorazione su quelle precedentemente previste fino al massimo di L. 300 a tonnellata, che dovrà peraltro essere autorizzata dai Comitati provinciali dei prezzi competenti per territorio con apposita lettera, i cui estremi saranno richiamati nella fattura dell'importatore.

CARBONI AMERICANI

1. *Antracite*:

pezzatura da 60 a 80 mm.	L.	—
pezzatura da 40 a 60 mm.	»	19.600
pezzatura da 20 a 40 mm.	»	19.450

2. *Carboni bituminosi*:

A) basse materie volatili (da vapore e da coke):

pezzatura grigliato in miniera	L.	14.150
minuti da coke	»	14.000

B) medie materie volatili (da vapore e da coke):

pezzatura grigliato in miniera	L.	14.000
tout venant e minuto (slack 0 × 2 e run of mine)	»	13.850

C) alte materie volatili:

carbone da gas	L	13.200
carbone da gassogeno (gas producer) grigliato in miniera:		
imbarcato ad Hamton Roads	L.	14.100
imbarcato a Filadelfia o Baltimora	»	13.450
tout venant e minuto (slack 0 × 2 e run of mine)	»	13.150

3. *Coke di petrolio* L. 18.450

II. — QUOTA SPESE SBARCO CARBONI
(Seguito provvedimento n. 622 del 24 gennaio 1957)

A modifica del provvedimento n. 552 del 27 aprile 1956 è fissata come appresso la quota media spese di sbarco da fondo stiva su vagone per il porto indicato:

Genova L. 670 a tonnellata

(3494)

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 3 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 18 maggio successivo, registro n. 6, foglio n. 100, è stato respinto il ricorso straordinario al Capo dello Stato presentato dal sig. Alfredo Capasso in data 26 marzo 1955 per l'annullamento del provvedimento della Presidenza del Consiglio dei Ministri (Direzione generale dello spettacolo) con il quale veniva respinta la domanda del Capasso stesso intesa ad ottenere il nulla osta all'aumento di posti nel costruendo cinema in Lioni (Avellino).

(3441)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Proroga del termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Pietravairano

Con decreto Ministeriale 18 maggio 1957, n. 1468, il termine per l'esecuzione del piano di ricostruzione del comune di Pietravairano, approvato con decreto Ministeriale 20 settembre 1951 è prorogato con decreto Ministeriale 31 ottobre 1955, è ulteriormente prorogato fino al 20 settembre 1960.

(3285)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento di certificato sostitutivo del diploma di laurea

Il dott. Giuseppe Bello, nato a Martina Franca (Taranto), il 23 marzo 1921, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo del proprio diploma di laurea in medicina e chirurgia rilasciatogli dall'Università di Bari in data 26 agosto 1947, a seguito degli esami conclusivi del relativo corso da lui sostenuti nell'anno accademico 1944-45.

Se ne dà notizia ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Bari.

(3414)

Diffida per smarrimento di certificato di abilitazione provvisoria

Il dott. Pietro Bonati, nato a Parma il 9 maggio 1926, ha dichiarato di avere smarrito il proprio certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di medico chirurgo rilasciatogli dall'Università di Modena in data 18 settembre 1954, a seguito degli esami del relativo corso di laurea da lui sostenuti nell'anno accademico 1951-52.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo all'Università di Modena.

(3415)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Spostamento del periodo di divieto di pesca delle tinche e delle carpe nel lago « Trasimeno » (Perugia)

Per il corrente anno, il divieto di pesca della tinca e della carpa, nel lago Trasimeno, viene ritardato al periodo 16 giugno-15 luglio.

Durante il periodo 1°-15 giugno, ogni spedizione, comunque effettuata, di detti pesci, provenienti dal lago Trasimeno, deve essere accompagnata da un certificato, rilasciato dalle autorità locali, dal quale risulti che le tinche e le carpe sono state pescate nel suddetto lago.

(3464)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 124

Corso dei cambi del 31 maggio 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,85	624,80	624,86	624,77	624,82	624,81	624,85	624,80	624,80
$ Can.	655,10	654 —	654 —	654,125	654 —	655,06	654,375	655 —	655,37	654,75
Fr. Sv. lib.	145,80	145,81	145,80	145,82	145,75	145,80	145,80	145,80	145,81	145,81
Kr. D.	90,20	90,26	90,25	90,30	90,25	90,22	90,29	90,25	90,23	90,25
Kr. N.	87,70	87,76	87,75	87,79	87,75	87,71	87,77	87,75	87,72	87,78
Kr. Sv.	121,32	121,37	121,30	121,39	121,40	121,33	121,40	121,35	121,32	121,35
Fol.	164,58	164,64	164,65	164,64	164,70	164,58	164,65	164,60	164,57	164,65
Fr. B.	12,455	12,475	12,47	12,4675	12,465	12,46	12,46875	12,50	12,45	12,465
Fr. Fr.	178 —	178,08	178,06	178,10	178,05	177,97	178,11	178 —	177,96	178,05
Fr. Sv. acc.	143,25	143,24	143,24	143,31	143,30	143,24	143,34	143,30	143,25	143,30
Lst.	1752,60	1754,375	1753,625	1754,25	1754 —	1752,63	1754,375	1753 —	1752,75	1754 —
Dm. occ.	149,44	149,50	149,60	149,54	149,50	149,44	149,60	149,50	149,45	149,50
Scell. Aust.	24,15	24,16	24,16	24,16	24,15	24,15	24,1625	24,19	24,14	24,16

Media dei titoli del 31 maggio 1957

Rendita 3,50 % 1906	67 —
Id. 3,50 % 1902	57,775
Id. 5 % 1935	89,95
Redimibile 3,50 % 1934	79,85
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	73,95
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,65
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,75
Id. 5 % 1936	96,25
Id. 5 % (Città di Trieste)	83,20
Id. 5 % (Beni Esteri)	82,075

Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	95,90
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,575
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,60
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,25
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,225

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 31 maggio 1957

1 Dollaro USA	624,835
1 Dollaro canadese	654,25
1 Franco svizzero lib.	145,81
1 Corona danese	90,295
1 Corona norvegese	87,78
1 Corona svedese	121,395
1 Fiorino olandese	164,645
1 Franco belga	12,468
100 Franchi francesi	178,105
1 Franco svizzero acc.	143,325
1 Lira sterlina	1754,312
1 Marco germanico	149,57
1 Scellino austriaco	24,161

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 125

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 1° giugno 1957

1 Dollaro USA	624,84
1 Dollaro canadese	654 —
1 Franco svizzero lib.	145,81
1 Corona danese	90,32
1 Corona norvegese	87,805
1 Corona svedese	121,43
1 Fiorino olandese	164,707
1 Franco belga	12,471
100 Franchi francesi	178,135
1 Franco svizzero acc.	143,35
1 Lira sterlina	1754,625
1 Marco germanico	149,575
1 Scellino austriaco	24,164

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di mezzi fogli compartimenti semestrali

(1ª *pubblicazione*). Avviso n. 22.

E' stato denunciato lo smarrimento dei seguenti mezzi fogli: 2° foglio (contenente le obbligazioni comprese nel titolo) 3° foglio (con i conti di riduzione ed a tergo i compartimenti semestrali) relativi al certificato P. Red. 5 % 1936 n. 4904 di L. 4600 (capitale nominale) a favore di Panini Teresa fu Edgardo, minore sotto la patria potestà della madre Rossetti Maria di Bonfiglio vedova Panini domiciliata a Casinalbo frazione di Formigine (Modena).

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi due mesi dalla data della terza pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, senza che siano state notificate opposizioni, si procederà ai sensi dell'art. 169 del regolamento generale 19 febbraio 1911, n. 298, alla richiesta operazione.

Roma, addì 20 maggio 1957

Il direttore generale: SCIPIONE

(3335)

CONCORSI ED ESAMI

PREFETTURA DI NAPOLI

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1955.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NAPOLI

Visto il proprio decreto precedente n. 5009 del 30 maggio 1956 con il quale è stato indetto il concorso ad otto posti di ostetrica condotta vacanti nei Comuni della provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1955;

Ritenuta la necessità di provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta di cui sopra;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie sostituito dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto l'art. 50 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso ad otto posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1955, è così costituita:

Presidente:

Piscopo dott. Filippo, vice prefetto.

Componenti:

Consoli prof. Antonino, medico provinciale;

Tesauro prof. Giuseppe, docente di cattedra della clinica ostetrica dell'Università di Napoli;

Volpe prof. Carlo, primario ostetrico;

Leonetti Immacolata, ostetrica condotta del comune di Napoli (scelta su proposta dei Comuni interessati).

Segretario:

Traversa dott. Michele, direttore di sezione.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura.

Napoli, addì 11 maggio 1957

Il prefetto: MARFISA

(3420)

PREFETTURA DI PERUGIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Perugia al 30 novembre 1956.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PERUGIA

Visto il decreto n. 55404/San. del 31 dicembre 1956, col quale veniva indetto pubblico concorso ai posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1956;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dagli articoli 12 e 13 del decreto Presidenziale 10 maggio 1955, n. 854;

Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281 e 13 del precitato decreto del Presidente della Repubblica;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta, vacanti nella provincia di Perugia, al 30 novembre 1956, è costituita come segue:

Presidente:

Rizzoli comm. dott. Angelo Maria, vice prefetto.

Componenti:

Lopes dott. Antonino, medico provinciale;

Valle prof. dott. Giuseppe, direttore di clinica ostetrica;

Minniti prof. dott. Giuseppe;

Monacelli Adalgisa, ostetrica condotta di Perugia.

Segretario:

Panin dott. Alessandro.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura.

Perugia, addì 21 maggio 1957

Il prefetto: DI GIOVANNI

(3422)

PREFETTURA DI PERUGIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Perugia al 30 novembre 1956.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PERUGIA

Visto il decreto n. 55404/San. del 31 dicembre 1956, col quale veniva indetto pubblico concorso ai posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1956;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dall'art. 12 del decreto Presidenziale 10 maggio 1955, n. 854;

Visti gli articoli 44 e 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281 e 13 del precitato decreto del Presidente della Repubblica;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Perugia al 30 novembre 1956, è costituita come appresso:

Presidente:

Rizzoli comm. dott. Angelo Maria, vice prefetto.

Componenti:

Lopes dott. Antonino, medico provinciale;

Beretta prof. Alessandro, direttore dell'Istituto di patologia medica;

Silla prof. Toniolo, primario chirurgo dell'Ospedale civile Città di Castello;

Calzoni dott. Enrico, presidente dell'Associazione medici condotti.

Segretario:

Presciuttini dott. Agostino.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura.

Perugia, addì 9 maggio 1957

Il prefetto: DI GIOVANNI

(3421)

PREFETTURA DI ROMA

Graduatoria generale del concorso a posti di medico igienista di seconda classe del comune di Roma

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROMA

Visto il proprio decreto n. 21671 Div. Sanità, in data 21 ottobre 1952, con il quale è stato bandito il concorso ai posti di medico igienista di seconda classe del comune di Roma;

Visti gli atti presentati dalla Commissione giudicatrice nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 14 aprile 1953, modificata con successivi decreti del 31 marzo 1954, 11 agosto 1955 e 30 dicembre 1955;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e successive modificazioni;
Visto l'art. 23 del regolamento sui concorsi per i sanitari approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito relativa ai posti di medico igienista di seconda classe del comune di Roma:

1. Lucchetta Giuseppe, invalido di guerra	punti	147,8500	su 200
2. Valenti Marcello	»	146,6500	»
3. Zaffino Carlo	»	146,5500	»
4. Maida Bernardo	»	145 —	»
5. Alosi Carmelo	»	144,7125	»
6. Prosperi Alberto	»	143.3040	»
7. Vecchioni Giuseppe	»	143,2000	»
8. Lorenzoni Adriana	»	142,8500	»
9. Fraschetti Romano	»	140,2500	»
10. Del Trono Luigi	»	139,4875	»
11. Rossi Osvaldo, invalido di guerra	»	136,3000	»
12. Villani Giorgio	»	134,1500	»
13. Del Piano Lorenzo	»	131,3250	»
14. Capirchio Filippo	»	127,5500	»
15. Scavuzzo Gabrio	»	125,9166	»
16. Berti Lucia	»	124,5375	»
17. Natale Alfredo	»	123,2916	»
18. D'Orazio Orrigo	»	122,2000	»
19. Paolucci Gualtiero	»	121,7750	»
20. Lionetti Stefano	»	121 —	»
21. Baldari Bruno	»	117,6000	»
22. De Luca Silvano	»	116 —	»
23. Villeggia Franco	»	111,5000	»
24. D'Alessio Nicola Angelo	»	108 —	»

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia di Roma e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e del comune di Roma.

Roma, addì 23 maggio 1957

Il prefetto: PERUZZO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ROMA

Visto il proprio decreto in data 23 maggio 1957, n. 22799, con il quale viene approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso a dieci posti di medico igienista di seconda classe del comune di Roma;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934. n. 1265, e successive modificazioni;
Visto il regolamento per i concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati risultati idonei sono dichiarati vincitori del concorso di cui in narrativa.

1. Lucchetta Giuseppe	6. Prosperi Alberto
2. Valenti Marcello	7. Vecchioni Giuseppe
3. Zaffino Carlo	8. Lorenzoni Adriana
4. Maida Bernardo	9. Fraschetti Romano
5. Alosi Carmelo	10. Del Trono Luigi

Il sindaco di Roma è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e del comune di Roma.

Roma, addì 23 maggio 1957

Il prefetto: PERUZZO

(3426)

PREFETTURA DI LIVORNO

Graduatoria generale del concorso al posto di veterinario direttore del pubblico macello di Livorno

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Visto il decreto prefettizio n. 34824 in data 1° settembre 1955, con il quale venne indetto pubblico concorso per titoli ed esami al posto di veterinario direttore del pubblico macello di Livorno;
Visti i verbali trasmessi dalla Commissione giudicatrice del concorso in questione, nominata con decreto prefettizio n. 17421 in data 9 ottobre 1956;
Visto che i decreti succitati sono stati pubblicati nei modi di legge;
Riconosciuta la regolarità delle operazioni svolte dalla citata Commissione giudicatrice;
Visto l'art. 69 testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854 e, l'art. 36 testo unico delle leggi sanitarie, modificato dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica citato e l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti risultati idonei nel concorso indicato in narrativa, così come è stata formata dalla Commissione giudicatrice:

1. Marrenghi dott. Ottavio	punti	151,405
2. Biggi dott. Pietro	»	150,396
3. Senese dott. Vincenzo	»	150,228
4. Focacci dott. Aldo	»	143,375
5. Nogarin dott. Sergio	»	135,342
6. Marcacci dott. Cesare	»	128,443
7. Pellegrini dott. Natale	»	127,750
8. Parmeggiani dott. Alessandro	»	123,375
9. Angeli dott. Amleto	»	122,500
10. Sanchini dott. Alessandro	»	116,704
11. Neri dott. Umberto	»	114,070

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia ed affisso, per otto giorni interi e consecutivi, all'albo della prefettura e del comune di Livorno.

Livorno, addì 21 maggio 1957

Il prefetto: BIANCHI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Visto il proprio decreto pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei nel pubblico concorso per titoli ed esami al posto di veterinario direttore del pubblico macello di Livorno, così come formata dalla Commissione giudicatrice;
Visto l'art. 69 testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, l'art. 36 testo unico delle leggi sanitarie, modificato dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica citato e l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Il dott. Ottavio Marrenghi è dichiarato vincitore del posto di veterinario direttore del pubblico macello di Livorno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e affisso, per otto giorni interi e consecutivi, all'albo di questa prefettura e del comune di Livorno.

Livorno, addì 21 maggio 1957

Il prefetto: BIANCHI

(3356)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.